



MARDI 18 NOVEMBRE 2014
Mobilisons nous, rassemblons nous !
POUR LA DEFENSE DE L'EMPLOI PUBLIC, POUR LA
DEFENSE DES SERVICES PUBLICS

Parce que depuis le 15 mai dernier, date de la dernière manifestation unitaire pour la défense du pouvoir d'achat et de la qualité de l'emploi public, la situation au sein de la Fonction publique s'est encore dégradée : valeur du point d'indice gelée depuis 2010, pouvoir d'achat en chute libre, poursuite des réductions de l'emploi public avec leur cortège de détériorations des conditions de travail et des menaces pour les missions, nouveaux projets de réformes qui ne sont rien d'autre que des dispositifs pour adapter les Services Publics à la loi du marché...

A l'heure où les projets de budget pour 2015, 2016 et 2017 prévoient plus de 50 milliards de coupes supplémentaires dans les dépenses publiques socialement utiles, nous ne pouvons laisser les PLF (Projet Loi de Finance) et PLFSS (Projet Loi de Finance de la Sécurité Sociale) 2015 être débattus au Parlement sans appeler à la mobilisation des personnels.

C'est pourquoi, après l'action interprofessionnelle du 16 octobre dernier, nous appelons à cette nouvelle séquence de mobilisation convergente et unitaire le mardi 18 novembre 2014. Notre demande de justice sociale, d'égalité et de solidarité doit être entendue :

- **créer les emplois statutaires nécessaires à l'exercice des missions**
- **renforcer et homogénéiser les droits des agents non titulaires, procéder à un vaste plan de titularisation**
- **augmenter significativement les rémunérations, revoir les grilles indiciaires**
- **renforcer le statut général des fonctionnaires, garant d'une administration neutre, impartiale et égalitaire indispensable au respect des droits fondamentaux des citoyens.**
- **La possibilité d'exercer nos missions dans des conditions décentes**

Nos inquiétudes sont grandes également face aux projets en cours : réforme de l'État, revue des missions, réorganisation territoriale, projet de loi santé... Pour réussir et être utiles à la société, les réformes ne peuvent pas avoir pour objectif central la recherche de réduction de coûts mais répondre aux besoins de la population et à l'amélioration nécessaire des conditions de travail des agents.

Les choix budgétaires proposés par le gouvernement au travers des projets de loi de finances font peser de graves menaces sur l'avenir de la Fonction publique et de la solidarité nationale.

Pour demander que cesse cette politique de régression pour la Fonction publique, ses agents et les services publics, la CGT et Solidaires 44 appellent les trois versants de la Fonction publique à se rassembler le mardi 18 novembre à Nantes, devant la préfecture de 12h à 14h. Une rencontre avec le Préfet sera demandée.

Nantes, le 13 novembre 2014